



## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2014

## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2014</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014</b>	<b>4</b>
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	4
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	5
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
<b>III.</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014</b>	<b>12</b>
<b>IV.</b>	<b>DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>13</b>

# I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2014

## 1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

2014 est une année de transformation durant laquelle le Groupe Micropole va poursuivre la mise en œuvre de son Plan Stratégique. Micropole a réalisé au premier semestre 2014, à périmètre comparable et taux de change constants, un chiffre d'affaires consolidé de 45,9 millions d'euros. Le résultat opérationnel courant s'élève à 0,7 million d'euros contre 1,7 million d'euros à la même période l'année passée. Le résultat net (des activités poursuivies) s'établit quant à lui à 0,2 million d'euros, contre 1,3 million d'euros au premier semestre 2013.

Si l'environnement économique global reste toujours difficile, l'évolution du chiffre d'affaires en France est très différente selon les activités :

- Le Conseil est en progression de 4% avec une hausse des taux de facturation ; le Pilotage de la Performance Financière, la Connaissance Client et le Big Data ont notamment connu une forte progression.
- Les agences en Régions sont également en progression de près de 5%.
- Les ventes de licence et la sous-traitance sont par contre en baisse de quasiment 50%, ceci en ligne avec notre stratégie.

En Suisse, les offres autour de la Transformation Digitale et du Pilotage de la Performance confirment leur progression. Micropole Belgium, qui déploie désormais l'ensemble des offres du groupe, a été porté par la forte croissance de son activité sur le Pilotage de la Performance.

Outre le climat économique général, des arbitrages stratégiques sur le portefeuille de nos activités et des réorganisations opérationnelles ont été menés. Ces mesures spécifiques ont eu un effet négatif sur la rentabilité de la période.

## 2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2013 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 juin 2014 sous le numéro D.14-0682 aux pages 59 à 61.

## 3. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2013 à la page 61. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2014, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOLE S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

## II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 <sup>(1)</sup> 6 mois	31/12/2013 <sup>(1)</sup> 12 mois
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	3.1	<b>45 860</b>	<b>51 172</b>	<b>99 034</b>
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-4 222	-7 653	-14 104
Charges de personnel	3.2	-34 315	-34 242	-66 128
Charges externes		-4 944	-6 025	-11 244
Impôts et taxes		-876	-943	-1 524
Dotations aux amortissements		-611	-470	-999
Dotations nettes aux provisions		-183	-158	-876
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>710</b>	<b>1 681</b>	<b>4 160</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,5%</i>	<i>3,3%</i>	<i>4,2%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	236	434	458
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>945</b>	<b>2 115</b>	<b>4 618</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>2,1%</i>	<i>4,1%</i>	<i>4,7%</i>
Coût de l'endettement financier net		-210	-165	-340
Autres produits et charges financiers		-58	-12	-61
Charges d'impôt	3.4	-495	-590	-1 051
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>183</b>	<b>1 348</b>	<b>3 166</b>
Résultat net des activités destinées à être cédées/abandonnées		-8 333	-1 236	-1 968
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>-8 150</b>	<b>112</b>	<b>1 198</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>-17,8%</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,2%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires de la société		-8 150	112	1 198
Résultat par action	3.5	0,01	0,05	0,12
Résultat dilué par action		0,01	0,04	0,10

<sup>(1)</sup> : Conformément aux dispositions relatives aux activités abandonnées, les comptes de résultat au 30/06/2013 et au 31/12/2013 ont été retraités de façon à présenter une information comparative sur les périodes (voir note 2.1).

### ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
<b>Résultat de la période</b>		<b>-8 150</b>	<b>112</b>	<b>1 198</b>
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables en résultat				
- Ecart actuariels sur provision retraite		-	-	756
- Effets d'impôts		-	-	-
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables en résultat				
- Différence de conversion		37	-129	-107
- Effets d'impôts		-	-	-
<b>Total des gains et pertes de la période</b>		<b>-8 113</b>	<b>-17</b>	<b>1 847</b>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires		-8 113	-17	1 847

## ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2014	31/12/2013
<b>ACTIF</b>			
<b>Total actifs non courants</b>		<b>55 998</b>	<b>61 107</b>
Ecart d'acquisition	4.1	48 175	53 056
Autres immobilisations incorporelles		2 163	2 153
Immobilisations corporelles		1 533	1 813
Actifs financiers non courants		1 718	1 675
Actifs d'impôt différé		2 409	2 410
<b>Total actifs courants</b>		<b>65 759</b>	<b>65 056</b>
Clients et autres débiteurs	4.2	54 523	56 046
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	5 772	6 266
Actifs destinés à la vente		5 464	2 744
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>121 757</b>	<b>126 163</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>	4.3	<b>51 711</b>	<b>59 809</b>
Capital		1 298	1 298
Primes et réserves		59 603	58 440
Titres auto-détenus	4.3	-1 040	-1 127
Résultat de la période		-8 150	1 198
Intérêts minoritaires		-	-
<b>Passifs non courants</b>		<b>6 995</b>	<b>6 930</b>
Provisions non courantes		578	556
Emprunts long terme	4.5	5 969	5 776
Autres passifs non courants		448	598
<b>Passifs courants</b>		<b>63 051</b>	<b>59 424</b>
Dettes financières court terme	4.5	15 386	15 130
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	43 864	41 271
Provisions courantes		660	748
Passifs destinés à la vente		3 141	2 275
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>121 757</b>	<b>126 163</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats	Capitaux propres
<b>Situation au 31/12/2012</b>	<b>25 957 905</b>	<b>1 298</b>	<b>72 582</b>	<b>-15 669</b>	<b>58 211</b>
Actions propres				-226	-226
Gains/pertes capitaux propres <sup>(1)</sup>				-129	-129
Résultat de la période				112	112
<b>Situation au 30/06/2013</b>	<b>25 957 905</b>	<b>1 298</b>	<b>72 582</b>	<b>-15 912</b>	<b>57 968</b>
Actions propres				-27	-27
Souscription de BSA	1 495			4	4
Gains/pertes capitaux propres <sup>(1)</sup>				778	778
Résultat de la période				1 086	1 086
<b>Situation au 31/12/2013</b>	<b>25 959 400</b>	<b>1 298</b>	<b>72 582</b>	<b>-14 071</b>	<b>59 809</b>
Actions propres				15	15
Gains/pertes capitaux propres				37	37
Résultat de la période				-8 150	-8 150
<b>Situation au 30/06/2014</b>	<b>25 959 400</b>	<b>1 298</b>	<b>72 582</b>	<b>-22 169</b>	<b>51 711</b>
Dont :					
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0	0
Part attribuable aux actionnaires de la société		1 298	72 582	-22 169	51 711

<sup>(1)</sup> : y compris incidence de la 1<sup>ère</sup> application d'IAS 19R

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
<b>1 -Opérations d'exploitation</b>			
Résultat des activités poursuivies	183	1 348	3 166
Amortissements, dépréciations et provisions	545	573	1 839
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	251	115	660
-Immobilisations corporelles	359	355	769
-Provisions	-65	103	410
Paiement en actions	-	-	-
Résultat sur cession d'actifs non courants	-	4	4
Coût de l'endettement financier net	198	165	340
Charge d'impôt (yc impôts différés)	450	590	1 051
<b>Marge Brute d'autofinancement</b>	<b>1 376</b>	<b>2 680</b>	<b>6 400</b>
Impôts versés	-922	-545	-893
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	155	-7 421	-8 729
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle</b>	<b>609</b>	<b>-5 286</b>	<b>-3 222</b>
<b>2 -Flux d'investissement</b>			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-79	-876	-1 558
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	4	26
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-72	-81	-181
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	11	-	18
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-1 218	-251	-739
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-	-
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>-1 358</b>	<b>-1 204</b>	<b>-2 434</b>
<b>3 -Opérations de financement</b>			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	-	-	4
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	15	-226	-253
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	912	524	1 982
Remboursement d'emprunts	-389	-406	-2 323
Intérêts nets versés	-190	-85	-196
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>349</b>	<b>-193</b>	<b>-786</b>
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	13	-82	-75
<b>Variation globale de la trésorerie</b>	<b>-387</b>	<b>-6 765</b>	<b>-6 517</b>
<b>Flux net de trésorerie des activités abandonnées</b>	<b>-100</b>	<b>-576</b>	<b>-641</b>
Trésorerie nette au début de l'exercice	5 837	12 995	12 995
Variation de la trésorerie	-487	-7 341	-7 158
<b>Trésorerie nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 350</b>	<b>5 654</b>	<b>5 837</b>

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2014 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le «Groupe») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 16 septembre 2014.

## 1. PRINCIPES COMPTABLES

### 1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014 à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2013.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

### 1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2013, à l'exception de l'adoption des changements concernant les principes comptables, interprétations et amendements des normes obligatoires à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'adoption de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du groupe au 30 juin 2014 :

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Partenariats ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 – Modalités de transition ;
- IAS 28 amendée – Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ;
- IAS 32 amendée – Instruments financiers : Présentation / Compensation d'actifs et de passifs financiers ;
- IAS 36 amendée – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non-financiers
- IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2014 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2014 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### 1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2014 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible et ont été évaluées dans cadre d'hypothèses prenant en compte les effets d'une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

Engagé dans la mise en œuvre de son plan stratégique, visant à amplifier et à focaliser son développement exclusivement sur des offres de conseil et d'intégration autour de la Transformation Digitale, le Pilotage de la Performance et la Gouvernance des Données, le Groupe MICROPOLE a poursuivi au premier semestre 2014 ses actions de rationalisation de son activité. Ces choix stratégiques ont notamment mené le groupe à se séparer d'activités sans potentiel de croissance et à trop faibles niveaux de marge. Le Groupe a annoncé ainsi la cession de son activité ERP en France, Belgique et Suisse. Historiquement focalisée sur le segment « mid market » et répondant à des logiques de cycles de mise en œuvre longs, l'activité ERP sur SAP, dont l'impact était significatif sur l'érosion des marges du groupe, a été cédée début septembre 2014 (voir Notes 4.6.4). Le Groupe réaffirme donc ses objectifs d'amélioration de sa rentabilité et de relance de la croissance de son chiffre d'affaires à l'horizon 2015. Cette situation nécessite notamment la mise en place de mesures de financement en cours de négociation tant au niveau des concours bancaires que de la mobilisation de créances fiscales significatives. La Direction du Groupe est confiante dans l'atteinte de ses objectifs qui s'appuiera sur la pertinence du positionnement stratégique liée à la valeur ajoutée et à l'innovation.

## 2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2014 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode consolidation	% de contrôle en 2014	% de contrôle en 2013
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE France (ex Paris 9)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Atlantique	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 1 (ex Paris 13)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 2 (ex Paris 15)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 3 (ex Paris 16)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 4 (ex Paris 18)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 5 (ex Paris 19)	France	IG	100 %	100 %
ISARTIS	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 6 (ex ERP)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS System Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
OASIS Consultants	Belgique	IG	100 %	100 %
OASIS Consultants	Luxembourg	IG	100 %	100 %
VELIXIS	Belgique	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale



La société suisse TERATEC a été acquise intégralement par MICROPOLE Suisse en numéraire en date du 21 mai 2014. En l'absence de matérialité des comptes sur la période, le cout d'acquisition des titres a été intégralement affecté sur le poste bilanciel de goodwill.

## 2.2. ACTIVITES ABANDONNEES OU DESTINEES A ETRE CEDEES

Le Groupe a pris la décision d'abandonner ou de céder des lignes d'activités opérationnelles et autonomes non stratégiques. Conformément à IFRS 5, le résultat et les flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées ou destinées à être cédées se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
CA	5 239	8 218	17 631
Résultat opérationnel	-8 277	-1 093	-1 765
Charges d'impôts	-45	-123	-156
<b>Résultat de l'exercice relatif aux activités abandonnées ou destinées à être cédées</b>	<b>-8 333</b>	<b>-1 236</b>	<b>-1 968</b>
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation	445	-345	-813
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement	-269	-211	-142
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement	-276	-20	314
<b>Flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées</b>	<b>-100</b>	<b>-576</b>	<b>-641</b>

## 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
France	35 676	39 955	77 017
Autres zones géographiques	10 184	11 217	22 017
<b>Total</b>	<b>45 860</b>	<b>51 172</b>	<b>99 034</b>

### 3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
Salaires	-23 324	-23 535	-45 092
Charges sociales	-10 991	-10 707	-21 036
<b>Total</b>	<b>-34 315</b>	<b>-34 242</b>	<b>-66 128</b>

### 3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix <sup>(1)</sup>	606	1 582	1 877
Cout d'intégration des sociétés acquises	-68	-60	-112
Autres couts <sup>(2)</sup>	-302	-1 088	-1 306
<b>Total</b>	<b>236</b>	<b>434</b>	<b>458</b>

<sup>(1)</sup> Enregistrement en 2014 d'une baisse de juste valeur des dettes sur compléments de prix pour 606 milliers d'euros

<sup>(2)</sup> Les autres coûts correspondent à des charges de restructuration, principalement des indemnités de départ à caractère non récurrents et individuellement significatives.

### 3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
Impôts exigibles	-495	-590	-1 051
Impôts différés	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-495</b>	<b>-590</b>	<b>-1 051</b>

Depuis 2010, la composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat conformément aux pratiques sectorielles.

### 3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Résultat des activités poursuivies par action	0,01	0,05	0,12
Résultat des activités abandonnées par action	-0,32	-0,05	-0,08
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>-0,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,05</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	183	1 348	3 166
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-8 333	-1 236	-1 968
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action</b>	<b>-8 150</b>	<b>112</b>	<b>1 198</b>

	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
<b>(en milliers d'euros)</b>			
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)</b>	<b>25 959</b>	<b>25 958</b>	<b>25 959</b>
Résultat des activités poursuivies dilué par action	0,01	0,04	0,10
Résultat des activités abandonnées dilué par action	-0,27	-0,04	-0,06
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>-0,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,04</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	183	1 348	3 166
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-8 333	-1 236	-1 968
Autres	-	-	-
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action</b>	<b>-8 150</b>	<b>112</b>	<b>1 198</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat de base par action	25 959	25 958	25 959
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	4 702	4 822	4 702
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>30 661</b>	<b>30 780</b>	<b>30 661</b>

## 4. NOTES RELATIVES AU BILAN

### 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Valeur au 1 <sup>er</sup> janvier	53 056	54 396
Acquisition de l'exercice	1 128	-
Compléments de prix sur acquisitions antérieurs à l'exercice	-	310
Cessions	-	-
Ecarts de conversion	27	-47
Dépréciation	-	-891
Autres (reclassements,...)	-6 036	-712
<b>Valeur fin de période</b>	<b>48 175</b>	<b>53 056</b>

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
France	35 919	37 919
Autres zones géographiques	12 256	15 137
<b>Total</b>	<b>48 175</b>	<b>53 056</b>

### 4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Créances clients	24 942	25 368
Créances affacturées	12 756	14 864
Autres débiteurs	14 717	13 340
Avances et charges constatées d'avance	2 109	2 474
<b>Total créances clients</b>	<b>54 523</b>	<b>56 046</b>
Les créances clients sont présentées nettes des pertes de valeur	-1 085	-988

### 4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2014, le capital nominal s'élève désormais à 1 297 970 euros pour un nombre total de 25 959 400 actions de 0,05 euros chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1 289 028 actions propres (représentant 5,0% du capital) et 105 217 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe.

### 4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Dettes fournisseurs <sup>(1)</sup>	7 685	10 261
Dettes fiscales <sup>(2)</sup>	10 882	10 101
Dettes sociales <sup>(3)</sup>	18 225	14 449
Autres dettes	691	694
Dettes sur acquisitions - compléments de prix <sup>(4)</sup>	1 384	2 191
Produits constatés d'avance <sup>(5)</sup>	4 997	3 575
<b>Total fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>43 864</b>	<b>41 271</b>

<sup>(1)</sup> Diminution en 2014 consécutive à décision stratégique de limitation de l'appel à sous-traitance et ventes logicielles

<sup>(2)</sup> Le groupe a opéré une importante réorganisation juridique de la France visant à simplifier son organisation qui l'a amené à réaliser de lourdes modifications et traitements informatiques sur les traitements intra-groupe. Dans ce contexte, ont été identifiés des montants de TVA non déclarés en cours de chiffrage, de l'ordre de trois millions d'euros à fin juin 2014

(comptabilisés dans les comptes consolidés résumés) et de l'ordre de quatre millions d'euros cumulés à fin septembre 2014, qui doivent être régularisés

(3) La variation des dettes sociales s'explique en 2014 par un décalage technique lié à la mise en place de la norme SEPA sur le paiement des salaires de juin au 1er juillet

(4) Se reporter aux commentaires de la Note 3.3 sur la baisse de juste valeur des dettes sur compléments de prix

(5) Variation du poste dépendante du niveau d'avancement et des modalités de facturation des projets réalisés en mode forfaitaire

#### 4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
OBSAAR - part à plus d'un an	-	-
Emprunts à long terme	5 969	5 776
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>5 969</b>	<b>5 776</b>
OBSAAR - part à moins d'un an	1 552	1 501
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	2 383	2 175
Autres dettes financières	393	429
Dettes envers société d'affacturage	11 058	11 025
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>15 386</b>	<b>15 130</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>21 355</b>	<b>20 906</b>

#### *Analyse de l'endettement financier net*

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 772	6 266
Concours bancaires	-370	-346
Intérêts courus non échus	-23	-83
<b>Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie</b>	<b>5 380</b>	<b>5 837</b>
OBSAAR	1 552	1 501
Emprunts bancaires	8 352	7 951
Dettes envers société d'affacturage	11 058	11 025
Autres dettes financières à moins d'un an	-	-
<b>Endettement</b>	<b>20 962</b>	<b>20 477</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>15 583</b>	<b>14 640</b>

#### 4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

##### 4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2014			30/06/2013		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	35 676	10 184	45 860	39 955	11 217	51 172
Résultat Net des activités poursuivies	-215	399	183	570	778	1 348
Total Bilan	109 661	12 096	121 757	104 873	18 484	123 357

##### 4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits en page 61 du document de référence 2013.

##### 4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, à l'exception des éléments décrits en page 61 du document de référence 2013, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

##### 4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

MICROPOLE et le groupe GUMPTION ont signé un accord stratégique, le 8 septembre 2014, en vue duquel la société TheValueChain (groupe GUMPTION) a racheté le fonds de commerce, les activités SAP-ERP et les consultants d'Oasis Consultants, société Belge du Groupe avec date effective au 31 août 2014. Le contrat prévoit par ailleurs sur les activités de Business Intelligence en Belgique un partenariat stratégique exclusif.

### III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MICROPOLE, relatifs à la période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- Sur la note 1.3 de l'annexe qui précise que le Groupe est engagé dans la mise en œuvre d'un plan stratégique qui nécessite notamment la mise en place de mesures de financement en cours de négociation ;
- Sur la note 4.4 de l'annexe dont les renvois portent notamment sur la comparabilité du bilan au 30 juin 2014 par rapport à la période précédente et sur la situation du Groupe au regard de la TVA.

#### II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> décembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Deloitte & Associés

Olivier BOCHET

Laurent HALFON & Thierry BILLAC

#### **IV. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Levallois-Perret, le 1<sup>er</sup> décembre 2014  
Monsieur Christian Poyau  
Président Directeur Général  
de MICROPOLÉ